

La campagne des européennes fragilise le « pacte migratoire »

Le vote définitif des textes destinés à harmoniser les procédures d'accueil des réfugiés, qui devait être une formalité, est incertain

BRUXELLES - bureau européen

La campagne électorale européenne peut-elle faire voler en éclats le pacte sur la migration et l'asile, si laborieusement négocié depuis quatre ans et demi, dans l'Union européenne (UE) entre la Commission, les Etats et le Parlement? Mercredi 10 avril, dans l'après-midi, les eurodéputés étaient appelés à valider définitivement ce projet lors de leur minisession à Bruxelles. Mais mardi l'inquiétude a soudain saisi les grands partis de la majorité parlementaire, comme le groupe social-démocrate. Le vote en faveur des textes n'avait plus rien d'évident. La faute à une campagne électorale en train de rebattre les cartes à quelques semaines du scrutin européen, organisé du 6 au 9 juin.

Le 14 février, les eurodéputés de la commission des libertés publiques avaient votés sans difficulté la dizaine de règlements et de directives composant ce pacte destiné à harmoniser au niveau européen les procédures d'accueil et d'enregistrement des migrants arrivant chaque année aux frontières de l'Union. « Désormais, deux textes, le premier sur les procédures accélérées à la frontière et le second sur la gestion de crise, risquent de ne pas être votés », assurent plusieurs eurodéputés qui tiennent le compte des intentions de vote.

Lundi, les principaux rapporteurs du pacte se sont d'ailleurs réunis en urgence pour activer la chasse aux voix, député par député. « Là, ce qui compte, ce sont les vœux personnels... On tente de convaincre les abstentionnistes de sou-

tenir les textes, et les opposants de s'abstenir », confie Fabienne Keller, du groupe Renew. « La campagne nous rattrape », poursuit-elle. Si les textes ne sont pas votés, après tant d'années de négociations, ce pacte propose une véritable solution européenne. Si on vote ce texte, on enlève des arguments de campagne à l'extrême droite. »

Théoriquement, les trois premiers groupes du Parlement, le Parti populaire européen (PPE, droite), les sociaux-démocrates (S&D, gauche) et Renew (libéraux) disposent d'une réserve de voix suffisante sans avoir besoin du soutien des écologistes ni de celui des groupes d'extrême droite. A eux trois, ils comptent 417 eurodéputés, davantage que les 353 voix requises pour faire passer chaque texte. Mais, dans chaque groupe, et à mesure que les élections se rapprochent, les délégations nationales ont tendance à s'éparpiller.

Pas assez « équilibré »
C'est le cas des sociaux-démocrates, le second groupe de l'hémicycle. Les sept élus de la délégation française ont d'ores et déjà fait savoir, dans la lignée de Raphaël Glucksmann, leur tête de liste en France, qu'ils voteront contre les cinq textes les plus importants du pacte. Fin mars, l'eurodéputé annonçait sur Franceinfo qu'il estimait ce pacte pas assez « équilibré ». « Ce texte qui était censé répondre au chaos des politiques migratoires européennes impose le filtrage et des mesures répressives à l'entrée, mais n'impose pas la solidarité et une politique migratoire commune », assure-t-il.

« Si [le pacte] ne passe pas [mercredi], il ne passera jamais »

SOPHIA IN'T VELD
eurodéputée Renew

Bien plus importante, la délégation italienne (dix-sept eurodéputés), le second groupe de rejeter l'essentiel des textes, le Parti démocrate italien étant dans l'opposition au gouvernement de Giorgia Meloni qui, elle, a soutenu le pacte au Conseil. Enfin, « des députés allemands et suédois devraient également refuser de voter certains textes », analyse un bon connaisseur. Selon lui, jusqu'à cinquante voix pourraient manquer chez les sociaux-démocrates.

Dans les groupes du PPE et de Renew, certaines délégations se posent des questions. Au PPE, le groupe des eurodéputés français du parti Les Républicains ne s'était pas encore déterminé, mardi soir, sur les textes qu'ils allaient soutenir. « Ce sera texte par texte, on verra », dit-on de leur côté. De même, le vote des seize élus polonais sera scruté, sachant que la Pologne a été très sévère vis-à-vis du projet. « Nous commençons à être inquiets de la mobilisation contre le texte », avoue-t-on au PPE. « Donald Tusk ne peut pas laisser ses troupes bloquer ce pacte », selon un fonctionnaire européen, qui reste confiant sur l'issue du vote.

Enfin, chez Renew, une certaine fébrilité existe avec certains eurodéputés qui ne sont pas encore

convaincus de voter en faveur de l'ensemble des textes, selon la discipline du parti. « On a une obligation d'être réaliste : on est en responsabilité. J'ai vécu l'échec précédent il y a cinq ans », indique Sophia In't Veld. Si cela ne passe pas aujourd'hui, il ne passera jamais. « Si un texte n'est pas voté, le pacte sera mort », rappelle Manfred Weber, le patron du PPE qui lançait, mardi soir, un avertissement à l'ensemble des groupes majoritaires. Et, campagne oblige, il a également demandé aux Verts, qui n'entendent pas voter l'essentiel des textes, de soutenir le pacte : « Si vous souhaitez être dans la prochaine majorité, votez pour ce pacte, pour montrer que vous êtes responsables », leur a-t-il conseillé.

« [En cas d'échec] il est possible de lancer une seconde lecture du pacte, mais nous n'avons plus de temps [avant les élections européennes] », rappelle-t-on dans l'entourage de M. Weber. Certains réfléchissent à un renvoi de certains votes à la session parlementaire de fin avril, à Strasbourg, l'ultime de la mandature.

Pour Manfred Weber, un échec serait « un succès retentissant pour l'extrême droite. Elle brandirait cela comme la démonstration que l'Europe ne sait pas s'entendre pour contrôler l'immigration ». Alors que l'issue était encore inconnue, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, Présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et le premier ministre belge, Alexander De Croo, ont déjà prévu une conférence de presse, juste après le vote. Pour le célébrer ou se lamenter? ■

PHILIPPE JACQUE

L'UE révisé le régime de faveur des importations agricoles ukrainiennes

La France et la Pologne n'ont pas obtenu les mesures plus drastiques qu'elles réclamaient

BRUXELLES - bureau européen

Face à la colère des agriculteurs, qui ont défilé sur leurs tracteurs fin janvier dans plusieurs pays de l'Union, les Européens ont voulu agir au plus vite, sans négliger aucun aspect de leurs revendications. A l'approche des élections européennes, du 6 au 9 juin, qui pourraient voir l'extrême droite faire une percée, ils ne voulaient pas prendre le risque de laisser la situation s'envenimer. Ils ont donc, en un temps record, décidé d'alléger les contraintes environnementales de la Politique agricole commune avant de s'entendre, lundi 8 avril, pour restreindre les importations de produits agricoles ukrainiens qui, depuis juin 2022, accèdent au marché intérieurs sans droit de douane.

Conséquence, ce régime de faveur, décidé après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ne sera pas prolongé après juin 2025. D'ici là, la Commission devra négocier avec Kiev un accord de libre-échange pérenne qui prendra le relais. En attendant, à compter du 6 juin, les importations de volailles, d'œufs, de sucre, de maïs, de maïs, d'avoine et de grains seront taxées quand elles dépasseront le niveau moyen qu'elles avaient atteint entre mi-2021 et fin 2023 et ce, dans un délai de quatorze jours.

« En prolongeant d'un an le soutien [en termes de droits de douane] cet accord témoigne de la solidarité continue » de l'Union européenne (UE) tout en « renforçant les garde-fous pour protéger les agriculteurs de l'UE en cas de perturbation du marché », s'est félicitée l'eurodéputée lettone de droite Sandra Kalniete. A Kiev, on regrette cette décision, qui devrait coûter 330 millions d'euros par an aux agriculteurs ukrainiens.

Il est vrai que l'Ukraine, empêchée par le blocus russe de la mer Noire d'exporter ses produits agricoles vers ses marchés traditionnels, a réorienté ses ventes vers l'UE, à des prix particulièrement concurrentiels. En 2023, selon la Commission, elle est devenue son troisième fournisseur de produits agroalimentaires (7 % de ses importations), derrière le Brésil et le Royaume-Uni. Dans le détail, elle a écoulé en Europe dix fois plus d'œufs et d'orge qu'avant la guerre et vingt fois plus de blé.

L'Ukraine estime que la décision des Vingt-Sept n'est factuellement pas justifiée. Selon elle, ses exportations ne représentent que 1 % de la consommation d'œufs des Européens et répondent à seulement 2 % de leur demande de volailles. C'est-à-dire « ce que pourraient facilement consommer les réfugiés ukrainiens », disait le 25 mars son ministre de l'Agriculture, Mykola Solsky. Elle note que les cours de céréales sont tirés vers le bas en raison de récoltes abondantes aux Etats-Unis comme en Amérique du Sud et des exportations russes à prix cassés.

Dans ce contexte, les débats entre les Vingt-Sept ont été difficiles. D'un côté, les Baltes mais aussi les Pays-Bas et l'Allemagne, qui ont pourtant dû affronter la grogne de leurs agriculteurs, étaient partisans de ménager le plus possible Kiev en ces temps de guerre. « Nous ne pouvons pas prendre de mesures qui nuisent à l'Ukraine », avait ainsi déclaré le chancelier allemand, Olaf Scholz, à ses homologues, lors du dernier sommet européen à Bruxelles, le 21 mars.

De l'autre, les voisins de l'Ukraine – Hongrie, Slovaquie, Bulgarie – emmenés par la Pologne, où les tracteurs bloquent régulièrement les frontières, réclamaient des mesures plus drastiques. A leur côté, la France, malgré le soutien inconditionnel à Kiev qu'elle revendique, a activement milité, en coulisse, pour que le dispositif en vigueur soit durci.

Elle souhaitait que les importations de blé tendre et d'orge libres de droits de douane soient aussi plafonnées. Paris réclamait par ailleurs la prise en compte de l'intégralité de l'année 2021, et donc de la situation avant guerre, en plus de 2022 et 2023 pour décaler de la ré-institution de taxes sur les produits dits « sensibles ».

Le débat n'est pas terminé

Traumatisé par la rébellion des « gilets jaunes » à l'hiver 2018-2019, Emmanuel Macron redoutait aussi que la grogne agricole profite au Rassemblement national, en tête dans les sondages pour les élections européennes. Mais le président français n'a pas convaincu l'Italie de rejoindre son camp, alors que Paris et ses alliés d'Europe de l'Est n'étaient pas assez nombreux pour former une minorité de blocage. La France n'a pas non plus réussi à infléchir le Parlement européen.

La Commission s'est néanmoins engagée à surveiller de très près le marché des céréales européennes et les importations ukrainiennes et, si nécessaire, à activer des mesures de sauvegarde en cas de perturbation forte des marchés. « Le compte n'y est toujours pas ! », a regretté, mardi, l'eurodéputée (Les Républicains) Anne Sander. La Copa-Cogeca (les organisations professionnelles agricoles au niveau européen) avait dénoncé, fin mars, quand le contenu de l'accord tel qu'il a finalement été adopté lundi avait été dévoilé une « demi-réponse » aux préoccupations des agriculteurs.

L'accord doit encore être validé par le Parlement européen et les Etats membres, mais cela devrait être une formalité. Pour autant, le débat n'est pas terminé. Il reviendra sans aucun doute sur le devant de la scène quand les Vingt-Sept devront s'entendre sur un nouvel accord de libre-échange avec l'Ukraine. Et plus encore quand les négociations sur l'élargissement commenceront. ■

VIRGINIE MALINGRE

Immigration : la tête de liste de Renew défend une réponse « ferme » et « humaine »

La candidate Valérie Hayer est la seule en France à soutenir le texte sur la migration et l'asile

Le débat devait être l'occasion de défendre le bilan européen du camp présidentiel en matière d'immigration. Il s'est transformé en traquenard. Invitée, lundi 8 avril, sur CNews à débattre avec Marion Maréchal, la tête de liste Renew conquête, Valérie Hayer, la candidate de Renaissance, a surtout mis en valeur le volet contrôle des frontières du pacte sur l'asile et la migration. Cet ensemble de textes, qui devait être voté en minisession mercredi 10 avril à Bruxelles, est présenté par la présidente du groupe Renew au Parlement comme une réponse « ferme » et « humaine » au défi migratoire.

Si M^{me} Hayer a dénoncé le projet de « blocus naval militaire » de Marion Maréchal – « Il y a des bateaux qui arrivent, et vous faites quoi? Vous tirez sur les gens? » –, elle a paru se féliciter de l'appui d'une partie de l'extrême droite européenne. « Georgia Meloni, elle soutient le pacte asile et migration qu'on va voter mercredi », a-t-elle insisté, pour mettre en porte à faux son interlocutrice, alliée de la première ministre italienne issue de la mouvance néofasciste. La petite fille de Jean-Marie Le Pen a, de son côté, énuméré ses objectifs : « démanteler les trafics de passeurs », « intercepter les bateaux » et « les ramener sur leurs côtes d'origine ». « C'est ce qui est prévu dans le

pacte asile et migration, c'est merveilleux », a rétorqué M^{me} Hayer.

Dimanche, la candidate de Renaissance avait déjà accordé une interview au *Journal du dimanche*, également détenu par Vincent Bolloré, pour promouvoir le pacte sur l'asile et la migration. A une question du journaliste sur le risque de « submersion migratoire », elle a dénoncé « des caricatures outrancières destinées à faire peur », mais a néanmoins cherché à rassurer le lecteur de l'hebdomadaire. « Il n'est pas question d'accueillir davantage de migrants en France », a-t-elle affirmé, après avoir mis en valeur les différentes techniques de filtrage auxquelles devront désormais se conformer les demandeurs d'asile.

« Ces médias parlent tout le temps d'immigration. Autant essayer d'apporter autre chose que les fantasmes et caricatures sans cesse développés par le RN [Rassemblement national] et Reconquête! », justifie Loïc Signor, le porte-parole de la campagne de Renaissance (et ancien de CNews),

« Georgia Meloni, elle, soutient le pacte qu'on va voter »

VALÉRIE HAYER
candidate Renaissance

qui rappelle que Valérie Hayer s'exprimera jeudi 11 avril sur France 2, avant un déplacement à la frontière franco-italienne.

La séquence devrait permettre à la candidate, d'une part, d'occuper le terrain face au RN, qui devrait voter contre le pacte sur l'asile et la migration, mercredi, à Bruxelles. « Le RN bloque de manière déléguée toutes les capacités des Européens à s'organiser parce qu'ils vivent du business de l'immigration, charge le directeur de sa campagne, Pieyre-Alexandre Anglade.

Dissensions en interne

Mais aussi de s'attaquer, d'autre part, au candidat soutenu par le Parti socialiste (PS), Raphaël Glucksmann, qui s'oppose au pacte, alors que son groupe à Bruxelles, l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D), y est favorable. « Il a réussi à extraire une partie de la gauche des griffes idéologiques de LFI [La France insoumise] et sur le pacte asile et migration, il retombe dans la caricature », tacle l'eurodéputé Renew Pascal Canfin.

Ce dernier s'était fendu d'un tweet de soutien aux élus de la majorité opposés à la loi « immigration », à l'Assemblée nationale, le 19 décembre 2023. Trois mois après ce vote, cette nouvelle séquence offre une occasion pour les oppositions de réactiver leurs attaques contre la majorité, alors

que son socle électoral menace de s'effriter par sa gauche.

La séquence réactive aussi en interne des dissensions au sein de l'équipe de campagne. Les relais d'Edouard Philippe aimeraient durcir le volet migratoire du programme en demandant à inscrire « le soutien financier par l'Union européenne des infrastructures nationales de contrôle des frontières », comme écrit dans le manifeste d'Horizons pour l'Europe, diffusé le 5 avril. En clair, ils souhaitent que Bruxelles subventionne des dispositifs tels que des clôtures de l'Europe pour empêcher le passage de migrants.

Le 19 avril 2023, le Parti populaire européen (PPE, droite conservatrice) et les Conservateurs et réformistes européens (ECR, extrême droite) avaient déjà déposé un amendement pour autoriser le financement de ces clôtures antimigrants par des fonds de l'UE. Le groupe Renew – dans lequel siègent les eurodéputés de la majorité présidentielle – s'y était opposé, permettant le rejet de la proposition par 322 voix contre 290. « Ce ciment, ce béton, ce grillage seraient bien plus utiles pour construire des écoles où on éduque nos jeunes face aux idées populistes », avait alors déclaré à la tribune celle qui n'était pas encore candidate, Valérie Hayer, dénonçant « un projet inhumain » et « ignoble ». ■

ROBIN D'ANGELO

ISRAËL-ÉTATS-UNIS

Biden critique « l'erreur » de Nétanyahou à Gaza

Le président américain, Joe Biden, a émis mardi 9 avril l'une de ses plus fortes critiques de la stratégie du gouvernement de Benjamin Nétanyahou à Gaza, en la qualifiant d'« erreur ». Dans une interview avec la chaîne hispanophone Univision, il a appelé Israël à conclure un cessez-le-feu et à laisser entrer l'aide humanitaire dans la bande côtière menacée de famine. – (AFP)

ESPAGNE

La régularisation des sans-papiers sera débattue au Parlement

Le Parlement espagnol a donné son feu vert mardi 9 avril à l'examen d'une initiative populaire signée par plus de 600 000 personnes, et soutenue par quelque 900 associations, qui réclame la régularisation de l'ensemble des sans-papiers vivant dans le pays. Seuls les 33 députés du parti d'extrême droite Vox ont voté contre la tenue de ce débat. – (AFP)